

Le Répertoire National des Certifications Professionnelles (RNCP)

Résumé descriptif de la certification **Code RNCP : 25080**

Intitulé

L'accès à la certification n'est plus possible (La certification existe désormais sous une autre forme (voir cadre "pour plus d'information"))

MASTER : MASTER Droit Économie Gestion Mention Etudes européennes et internationales Spécialité Droit de l'Union européenne

AUTORITÉ RESPONSABLE DE LA CERTIFICATION	QUALITÉ DU(ES) SIGNATAIRE(S) DE LA CERTIFICATION
Université de Nantes	Président de l'université de Nantes

Niveau et/ou domaine d'activité

I (Nomenclature de 1967)

7 (Nomenclature Europe)

Convention(s) :

Code(s) NSF :

128 Droit, sciences politiques

Formacode(s) :

Résumé du référentiel d'emploi ou éléments de compétence acquis

Activités visées:

Conseiller et informer des personnes physiques ou morales en droit économique international et communautaire lors de consultations juridiques

Elaborer et suivre des dossiers contentieux

Elaborer et suivre une demande de financement européen pour les collectivités territoriales

Assurer une veille juridique et un suivi normatif dans le cadre d'un processus décisionnel européen

Effectuer du lobbying auprès des institutions communautaires et organisations internationales

Compétences ou capacités attestées:

Renseigner sur les procédures contentieuses

Analyser le droit économique international et communautaire

Accomplir des démarches auprès d'organismes publics ou privés pour le compte de fédérations professionnelles

Maîtriser les règles de l'Organisation Mondiale du Commerce, de la libéralisation des échanges

Mettre en oeuvre des techniques de conseil et de contentieux devant les juridictions européennes et internationales (organe de règlement des différends...)

Informer sur les règles du marché intérieur de l'Union Européenne: libre circulation des services, des marchandises, des capitaux et des personnes

Maîtriser le Droit douanier et la défense commerciale (anti-dumping ...)

Maîtriser le Droit communautaire de la concurrence

Maîtriser les règles de l'import-export et de la politique commerciale commune

Renseigner sur les certifications et normes techniques (Normalisation)

Etudier des fonds structurels, des financements et des subventions de l'Union Européenne

Communiquer en anglais aussi à l'écrit qu'à l'oral

Secteurs d'activité ou types d'emplois accessibles par le détenteur de ce diplôme, ce titre ou ce certificat

Fonction publique internationale, européenne, d'Etat et territoriale

Enseignement supérieur (sous réserve de poursuite en doctorat)

Type emplois accessibles

Juriste international

Juriste international d'entreprise

Juriste dans les fédérations professionnelles nationales et européennes

Juriste linguiste

Enseignant-chercheur (sous réserve de poursuite en doctorat)

Codes des fiches ROME les plus proches :

K1903 : Défense et conseil juridique

Modalités d'accès à cette certification

Descriptif des composantes de la certification :

Accès à la formation

Les étudiants titulaires d'un master 1 en droit délivré par une université française ou d'un diplôme équivalent délivré par une université étrangère. Le recrutement est effectué sur dossier, suivi d'un éventuel entretien afin de vérifier les connaissances juridiques en droit international et communautaire des candidats (ceux-ci devant avoir suivi préalablement les enseignements de droit international et de droit communautaire au cours de leurs études juridiques) ainsi que leur connaissance de la langue française qui doit être excellente. Les étudiants étrangers devront fournir sur ce point une attestation à leur dossier.

Il existe à l'Université de Nantes un Master 1 Etudes européennes et internationales parcours Droit européen et international particulièrement adapté à la préparation du Master 2 Droit de l'Union européenne.

MASTER 1

Unités d'enseignements fondamentaux UEF : 24 ECTS

Droit économique international

Droit du marché intérieur
 Protection internationale et européenne des droits fondamentaux
 Droit du commerce international
 Contentieux de l'Union européenne
 Politiques de l'Union européenne
Unités d'enseignements de spécialisation UES : 24 ECTS (2 CM au choix)

Droit international privé
 Droit de la concurrence 1 (1)
 Droit maritime
 Droit des transports
 Droit social de la mobilité internationale et européenne
 Droit de la concurrence 2

Unités d'enseignements complémentaires UEC : 12 ECTS (4 CM au choix)

Contrats civils et commerciaux 1
 Droit de la consommation
 Droit de la concurrence 1 (1)
 Droit international et Européen de la santé
 Histoire de l'idée européenne
 Contrats civils et commerciaux 2
 Droit comparé
 Droit européen de l'environnement
 Droit rural et de l'agroalimentaire
 Histoire des idées politiques
 Théorie de l'intégration européenne

Unités d'enseignements de compétences complémentaires 1 :

Langue étrangère (allemand, anglais ou espagnol) (facultatif)

Unités d'enseignements de compétences complémentaires 2 :

C2i niveau 2 Métiers du droit (facultatif)

Unité facultative à bonification de points :

Mémoire (facultatif)

(1) Un cours choisi en unité de spécialisation ne peut être repris en unité complémentaire

MASTER 2

Unités d'enseignements fondamentaux UEF : 30 ECTS

Droit approfondi de l'Union européenne
 Libertés économiques de l'union européenne
 Droit de la concurrence de l'Union européenne
 Actualités de l'Union européenne
 Contentieux approfondi de l'Union européenne
 L'Union européenne et les organisations internationales

Unités d'enseignements complémentaires UEC : 25 ECTS

Union européenne et droits fondamentaux
 Relations extérieures de l'Union européenne
 Anglais
 Préparation à l'exposé discussion
 Méthodologie de la recherche
 Mémoire ou rapport de stage
 Conférences thématiques

Unités d'enseignements optionnels UEO: 5 ECTS (3 TD au choix)

Droit européen de l'audiovisuel et de la culture
 Union européenne et collectivités territoriales
 Dimension juridique et économique de l'immigration
 Innovation et propriété industrielle
 Fiscalité européenne et internationale
 L'Union économique et monétaire

Validité des composantes acquises : illimitée

CONDITIONS D'INSCRIPTION À LA CERTIFICATION	OUINON	COMPOSITION DES JURYS
Après un parcours de formation sous statut d'élève ou d'étudiant	X	Personnes ayant contribué aux enseignements (Loi n°84-52 du 26 janvier 1984 modifiées sur l'enseignement supérieur).
En contrat d'apprentissage	X	Si l'ingénierie est prévue à cet effet
Après un parcours de formation continue	X	Si l'ingénierie est prévue à cet effet.

En contrat de professionnalisation		X	
Par candidature individuelle	X		Possible pour partie du diplôme par VES ou VAP
Par expérience dispositif VAE prévu en 2004	X		Enseignants-chercheurs et professionnels

	OUI	NON
Accessible en Nouvelle Calédonie		X
Accessible en Polynésie Française		X

LIENS AVEC D'AUTRES CERTIFICATIONS

ACCORDS EUROPÉENS OU INTERNATIONAUX

Base légale

Référence du décret général :

Référence arrêté création (ou date 1er arrêté enregistrement) :

Masters: Arrêté du 25/04/2002 publié au JO le 27/04/2002

Référence du décret et/ou arrêté VAE :

Références autres :

Arrêté d'habilitation du 20/09/2012

Pour plus d'informations

Statistiques :

Autres sources d'information :

<http://www.droit1.univ-nantes.fr>

<http://www.univ-nantes.fr/formation>

Lieu(x) de certification :

Université de Nantes - 1 Quai de Tourville BP 13522 - 44035 Nantes Cedex

Lieu(x) de préparation à la certification déclarés par l'organisme certificateur :

UFR Droit et sciences politiques - Chemin de la Censive du Tertre - 44300 Nantes

Historique de la certification :

Création de la spécialité « Droit économique international et communautaire » en 2008 au sein de la mention « Droit économique ». La mention devient « Etudes européennes et internationales » et la spécialité « Droit de l'Union européenne » en 2012.

Certification précédente : Droit Économie Gestion Mention Droit Économique Spécialité Droit économique international et communautaire